

Echos



MERCREDI 27 AVRIL 2022

à la pénurie,
es recettes // P. 16

Automobile Le cœur de l'industrie italienne
s'alarme de la transition vers l'électrique // P. 13

sk va
twitter

La France reste le pays européen le plus dépensier

DÉFICIT Publiés par Eurostat, les comptes des administrations publiques confirment la situation critique de la France, si l'on compare ses niveaux de dette et de déficit au reste de la zone euro. En revanche, comme le souligne le site Fipeco, l'évolution des dépenses publiques depuis 2019 peut surprendre : leur hausse a été moins forte dans l'Hexagone que chez nos voisins. De quoi relativiser le « quoi qu'il en coûte ». La France reste néanmoins championne d'Europe de la dépense publique, et de loin, avec un ratio supérieur à 59 % de PIB, soit 7 points de plus que la moyenne européenne.

// PAGE 2



Emile Luitjer/REA

analyses

Dépenses publiques: la France ne détient pas le record du « quoi qu'il en coûte » en Europe

- Si l'Hexagone reste largement en tête des pays les plus dépensiers, les comptes publiés par Eurostat montrent que les dépenses y ont moins augmenté que dans le reste de la zone euro entre 2019 et 2021.
- Il se classe cependant de plus en plus parmi les mauvais élèves en matière de dette et de déficit.

FINANCES PUBLIQUES

Isabelle Couet
@icouet

En septembre dernier, Emmanuel Macron avait été accusé par Valérie Pécresse d'avoir « crumé la caisse ». Le Covid a, de fait, engendré une vague des milliards. Le ministre du Budget a lui-même indiqué que la facture du « quoi qu'il en coûte » dépassait 140 milliards d'euros depuis 2020. Mais la France n'a toutefois pas fait partie des pays européens les plus dépensiers. C'est ce que révèlent les chiffres publiés pour l'année 2021 par Eurostat, que Fipeco, le site spécialisé dans les finances publiques, a analysés en exclusivité pour « Les Echos ».

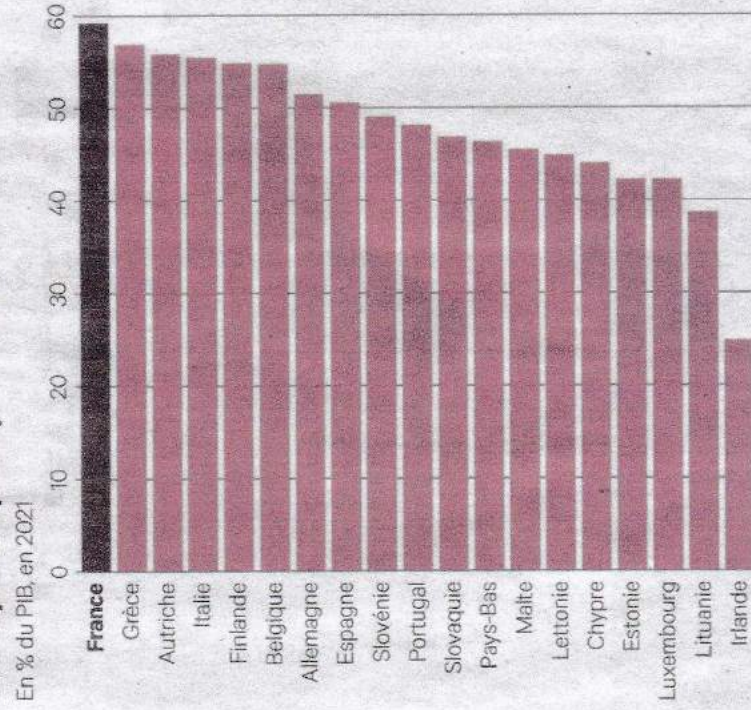
« Cela peut surprendre, mais la croissance des dépenses publiques françaises a été plus faible en comparaison des autres pays de la zone euro sur la période 2019-2021 », souligne François Ecalle de Fipeco. Les comptes provisoires dévoilés par Eurostat montrent que, hors crédits

dépenses publiques égales à 59,2 % du PIB en 2021, contre 51,5 % pour l'Allemagne par exemple, et une moyenne de 52,4 % dans la zone euro. La Grèce, deuxième, se situe à 56,9 % du PIB.

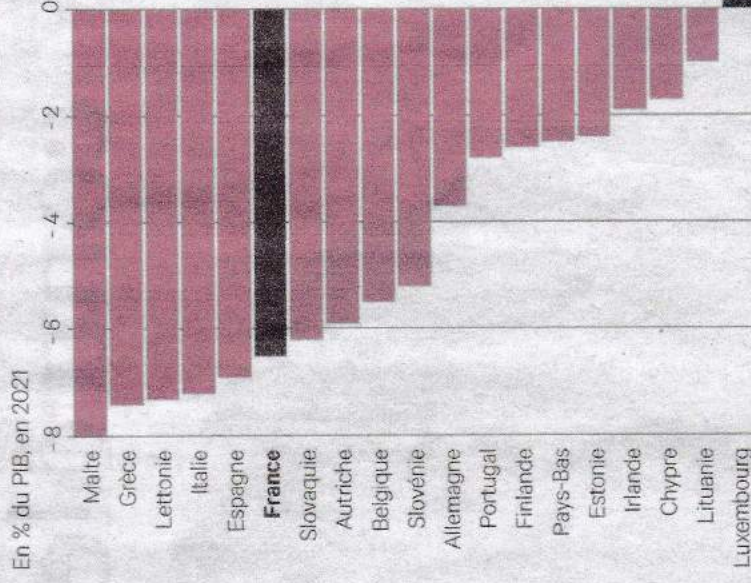
Côté recettes, la hausse se révèle un peu inférieure pour l'Hexagone. Les prélèvements obligatoires et recettes non obligatoires (redevances d'utilisation du domaine public, dividendes des entreprises en partie détenues par l'Etat...) sont passés de 52,3 % du PIB en 2019 à 52,8 % en 2021, uniquement du fait des subventions issues du plan de relance européen (Next Generation UE). Avec un tel ratio, la France reste là encore à la première place de la zone euro et ce, même si le gouvernement s'est efforcé d'alléger les prélèvements obligatoires durant le quinquennat.

Emmanuel Macron s'est engagé à ramener le déficit public sous 3 % du PIB en 2027. Une gageure.

Les dépenses publiques dans la zone euro



Les soldes des administrations publiques



« Les dépenses publiques, nous ne les réduisons pas », dit-il. « Les dépenses se sont accrues de 10,7 % dans l'Hexagone, alors que l'augmentation moyenne dans la zone euro a été de 14,5 %. Seule la Finlande a fait mieux que la France, alors que la hausse s'est élevée à 17,6 % en Allemagne, 16,8 % aux Pays-Bas ou encore 15,6 % en Espagne.

Première devant la Grèce

En pourcentage du PIB et en incluant les crédits d'impôts, les dépenses publiques ont augmenté de 3,8 points en France de 2019 à 2021, contre 5,5 points dans la zone euro. Seule la Belgique affiche une progression plus faible (2,9 points).

« Il n'en reste pas moins que la hausse a été forte partout, souligne François Ecalle. Les différents pays ont souvent appliqué les mêmes mesures, comme l'activité partielle, les aides aux entreprises, mais celles-ci ne sont pas classées de la même façon, ce qui rend des comparaisons précises difficiles. » La hausse des dépenses ne concerne ainsi pas seulement les réponses directes à la crise Covid.

Par ailleurs, la France, partant d'un niveau nettement supérieur à celui de ses voisins, reste de très loin au premier rang de la zone euro et de l'Union européenne, avec des

en 2027. Une gageure.

Les données Eurostat montrent aussi que l'augmentation du déficit public, en pourcentage du PIB, a été quasi identique en France et dans la zone euro (4,3 points) entre 2019 et 2021. Mais la France affiche le sixième plus gros déficit, à 6,5 % du PIB contre 3,7 % pour l'Allemagne ou 2,5 % pour les Pays-Bas. Huit pays présentent par ailleurs un solde négatif inférieur à 3 %.

La situation française en matière de dette publique est tout aussi critique : celle-ci a connu une hausse de 15,5 points, à 112,9 % fin 2021, alors que dans l'ensemble de la zone euro, la dette est passée à 95,6 % (+11,8 points). Sept pays affichent même un ratio inférieur à 60 %.

« Le fossé se creuse entre le nord et le sud, et la France est dans le mauvais groupe », déplore François Ecalle. Même si la question du rétablissement des finances publiques est passée au second plan lors de la campagne présidentielle, Emmanuel Macron s'est engagé à ramener le déficit public sous 3 % du PIB en 2027. Une gageure, d'autant que les dépenses liées aux conséquences de la guerre en Ukraine ne semblent pas près de refluer. ■

Bruxelles fera des propositions de règles budgétaires avant l'été

Le débat sur le pacte de stabilité est passé au second plan du fait de la guerre en Ukraine. Le commissaire européen, Paolo Gentiloni, présentera en mai ses recommandations aux Etats membres pour 2023, puis ses propositions sur des règles renouées.

Karl De Meyer

[@demeyerkarl](https://twitter.com/demeyerkarl)

—Bureau de Bruxelles

En début d'année, le débat sur l'avenir du pacte de stabilité et de croissance s'annonçait comme l'un des plus animés du premier semestre. Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, dans une interview aux « Echos » du 16 janvier, proposait de le transformer en « pacte de croissance et de stabilité », estimant que « les règles européennes actuelles sur la dette publique sont obsolètes

La guerre en Ukraine ; l'inflation énergétique qui a conduit presque tous les Etats membres à adopter des boucliers pour en atténuer les effets ; le ralentissement de l'économie, que les sanctions contre la Russie ont amplifié, ont fait passer le débat au second plan. Les sujets les plus pressants du printemps sont l'indépendance énergétique et la montée en puissance de la défense européenne, à l'agenda du sommet européen exceptionnel des 30 et 31 mai. Le pacte de stabilité, suspendu jusqu'à la fin 2022, le sera probablement une année de plus, même si la décision n'est pas encore actée.

Fin de la règle du 1/20

L'exercice de réflexion sur la gouvernance économique se poursuit toutefois à la Commission européenne. En mai, Bruxelles publiera ses nouvelles prévisions de croissance et ses projets de recomman-

CONJONCTURE

L'explosion des coûts liés au conflit ukrainien, ainsi que le remboursement des prêts garantis par l'Etat, dégradent la trésorerie des entreprises.

Nathalie Silbert

Les difficultés de trésorerie des entreprises

ans de « quoi qu'il en coûte », les entreprises sont en train de redécouvrir les problèmes de trésorerie. « La priorité des dirigeants aujourd'hui est de sécuriser le cash pour financer l'activité, que ce soit en ayant recours au crédit ou en étant payé rapidement », constate Denis Le Bossé, président du cabinet Arc, spécialisé dans le recouvrement de créances.

« Depuis la pandémie, les relations entre les donneurs d'ordre et les sous-traitants se sont durcies », observe

« Nous sommes très sollicités pour des opérations de reprofilage de leur PGE. Mais c'est un exercice difficile : beaucoup de sociétés sont fragilisées et la solution passe souvent par un renforcement des fonds propres », relève Clotilde Delemazure, associée au cabinet Grant Thornton. Celles qui rééchelonnent leur PGE s'exposent qui plus est à un renchérissement du coût de leur emprunt. L'opinion des trésoriers des gran-

« Avec le renchérissement des approvisionnements, les surliquidités accumulées pendant la crise sanitaire risquent de s'amenuiser de plus en plus vite ».

La pression sur les marges des entreprises qui subissent les hausses de coûts mais ne sont pas en position de les repercuter sur leurs

« L'économie est en train de redevenir », résume Denis Ferrand, directeur général de Rexecode qui alerte : « Avec le renchérissement des approvisionnements, les surliquidités accumulées pendant la crise sanitaire risquent de s'amenuiser de plus en plus vite ».

Multipliées
Jusqu'à présent, les entreprises et la bienvenue